

APPEL A PROJETS

DEVELOPPEMENT ET GESTION DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SELON UN MODELE PARTICIPATIF

Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud (MACS)

Adresse : Allée des Camélias BP 44 ; 40231 Saint-Vincent-de-Tyrosse cedex

T : 05 58 77 23 23 / Fax : 05 58 77 42 40. Courriel : contact@cc-macs.org

Date limite de réception des candidatures : **7 Avril 2016**

Heure : **16 heures**

Horaires d'ouverture des locaux: 9 h 00 à 12 h et de 14 h 00 à 17 h 00, sauf les : samedis, dimanches et jours fériés

Sommaire

ARTICLE 1 : RESUME	3
ARTICLE 2 : CONTEXTE	5
2.1 Présentation du territoire.....	5
2.3 Territoire à énergie positive.....	6
2.5 Investissement citoyen et appropriation sociétale	7
2.6 Les partenariats institutionnels	7
2.7 Les initiatives départementales et régionales	7
2.7 Les projets existants et en cours de développement sur le territoire	8
ARTICLE 3 : OBJET DE L'APPEL A PROJETS	8
3.1 Le rôle du porteur de projets	9
3.2 Le rôle de la communauté de communes.....	9
3.3 Les types de projets à développer	9
ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE L'APPEL A PROJETS	11
4.1 Contenu et retrait du dossier de l'appel à projets	11
4.2 La commission d'appel à projets	11
4.3 Première phase de l'appel à projets : candidatures	12
4.3.1 Présentation des candidatures.....	12
4.3.2 Modifications de détail du dossier de l'appel à projets	12
4.3.3 Délai de validité des candidatures	12
4.3.4 Questions/réponses	12
4.3.5 Modalités de remise des candidatures	12
4.3.6 Sélection des candidats.....	14
4.4 Défraiement des porteurs de projets retenus à la seconde phase	14
4.5 Seconde phase de l'appel à projets : élaboration des propositions et dialogue	14
4.5.1 Déroulement de la seconde phase.....	14
4.5.2 Questions/réponses	15
4.5.3 Présentation des propositions de projets	15
4.5.4 Modalités de remise des propositions de projet	16
4.5.5 Sélection des propositions de projets	16
ARTICLE 5 : INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	17
ARTICLE 6 : PUBLICATION DE L'AVIS D'APPEL A PROJETS.....	17

ARTICLE 1 : RESUME

- **Présentation du contexte**

Le développement de la production d'énergies renouvelables figure parmi les priorités de la feuille de route Territoire à Energie Positive 2016-2020 de la Communauté de communes MACS. Le territoire dispose de ressources importantes en particulier le solaire, la biomasse, dont la méthanisation, les énergies marines mais également l'éolien, la géothermie etc. L'équilibre du système énergétique nécessite un développement diversifié.

TEPOS : un objectif de production locale ambitieux

L'objectif d'aboutir à un territoire à énergie positive suppose de développer la production d'énergies renouvelables à un niveau équivalent ou supérieur aux consommations du territoire, lesquelles auront été réduite grâce au développement de la sobriété et de l'efficacité d'utilisation de l'énergie.

Ainsi pour le territoire de MACS qui consomme actuellement **1 350 GWh**, soit 180 millions d'euros, par an dont près de 200 GWh de bois de chauffage, la production supplémentaire à développer en 35 ans est d'environ 500 GWh/an toutes énergies confondues (électrique, thermique, carburants). Ainsi la capacité de production à développer annuellement doit atteindre 14 GWh soit environ **12 Millions d'euros d'investissement par an** tous types d'énergies et de maitres d'ouvrages confondus.

Le présent appel à projets a pour objet de **contribuer pour partie à l'atteinte de ces objectifs** et de **créer un effet d'entraînement** auprès d'autres porteurs de projets sur le territoire.

Le dynamisme du développement de la production d'énergies renouvelables à l'échelle local est étroitement lié d'une part à la performance du modèle économique proposé et d'autre part à l'implication des citoyens et de l'ensemble des acteurs locaux.

La loi 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a mis en place plusieurs mesures importantes pour permettre aux territoires d'impulser ce dynamisme, notamment en **encourageant et en clarifiant les investissements participatifs** dans les énergies renouvelables (articles 111), puis en **permettant aux communes et à leurs groupements de participer au capital de société dont l'objet est la production d'énergies renouvelables** (article 109).

- **Le lancement d'un appel à projets dans le cadre de la démarche TEPOS**

Pour développer de façon ambitieuse la production d'énergies renouvelables locales, la communauté de communes souhaite inciter et participer au développement et à l'investissement de nouvelles capacités de production au travers d'une initiative partenariale associant le privé, le public et les citoyens. La communauté de communes prévoit de participer financièrement pour la capitalisation des projets.

Le présent appel à projets est destiné à retenir un porteur de projets qui s'engage à définir, mettre en œuvre et financer une stratégie de développement de production d'énergies renouvelables sur le territoire de MACS au travers d'une gouvernance partenariale et locale.

Véritable projet industriel alliant **innovation technologique**, **participation citoyenne** et **performance économique**, la pertinence de la proposition sur l'ensemble de ces clauses sera particulièrement regardée.

- **La Commission d'appel à projets**

Une commission d'appel à projets a été créée pour participer à l'analyse de l'appel à projets elle réunit des élus et techniciens de MACS ainsi que des représentants de l'ADEME, de la Caisse des Dépôts, du Conseil Régional, du Conseil Départemental et du SYDEC¹.

- **La procédure de l'appel à projets**

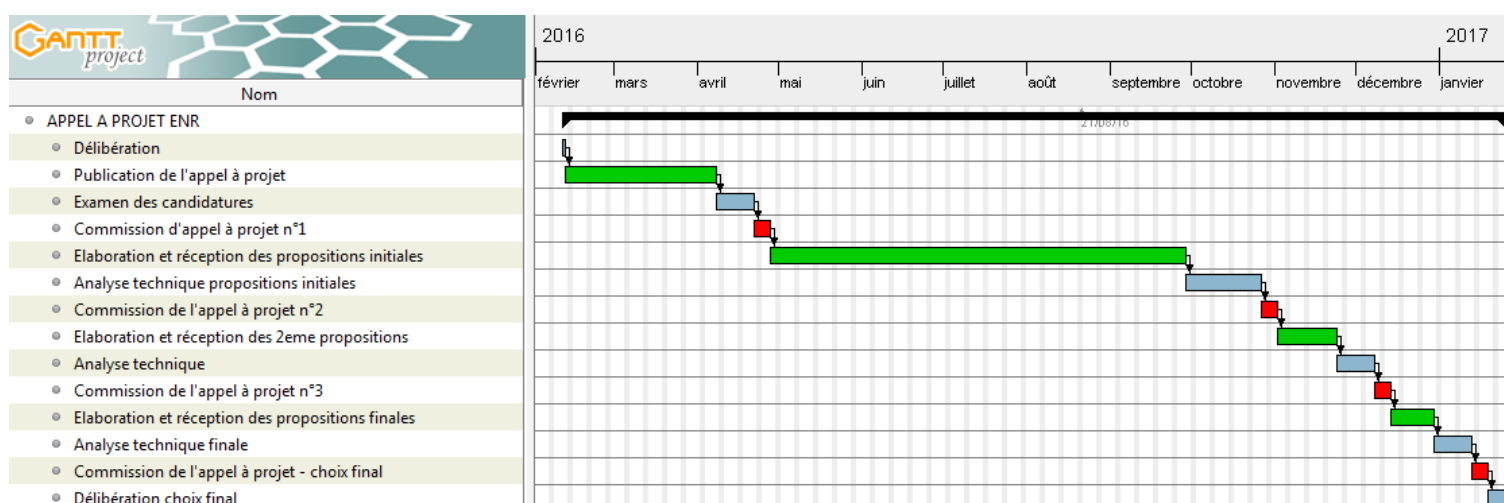
L'appel à projets est organisé en deux phases :

- La première phase de candidature débouchera sur la sélection de 3 candidats amenés à participer à la seconde phase d'élaboration des propositions de projets et de dialogue.
- La seconde phase prévoit deux tours de dialogue avec les porteurs de projets, avant la remise d'une proposition finale.

- **Défraiement**

Un défraiement à hauteur de 10 000 € TTC maximum pourra être versé aux trois porteurs de projets admis à la seconde phase de dialogue de l'appel à projets.

- **Calendrier prévisionnel**



¹ Syndicat d'équipement des communes des Landes

ARTICLE 2 : CONTEXTE

2.1 Présentation du territoire

MACS : un territoire ambitieux, solidaire et écoresponsable

Située sur la côte Atlantique dans le sud-ouest du département des Landes, la Communauté de communes s'étend sur **611,92 km²** et se structure autour de trois pôles urbains : Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soustons et Capbreton.

Territoire hautement attractif, sa population a augmenté de 21,75% entre 1999 et 2006 (France : 6.52%). Elle accueille ainsi 8 nouveaux aquitains sur 100 chaque année. Population 2015 : **63 000 habitants**.

Avec seulement 5 % de territoire urbanisé, MACS bénéficie d'une image de nature, d'océan (elle est baignée par 35 km de côte) et de biodiversité qui participe à son attractivité.

300 000 touristes viennent goûter aux grands espaces : golf, surf, traditions et gastronomie locales. MACS joue également un rôle moteur dans l'économie départementale et régionale. Si l'économie résidentielle (artisanat, commerce, services) semble aller de pair avec la croissance démographique, MACS met tout en œuvre pour accompagner les mutations économiques et démographiques du territoire en proposant des services pour chaque âge de la vie. Le numérique est un des axes majeurs de son développement : la mise en place de la fibre optique se poursuit désormais par le développement de projets, la mise à disposition de matériels numériques notamment éducatifs.

- **Les 23 Communes :**

- [Angresse](#)
- [Azur](#)
- [Bénèsse-Mareme](#)
- [Capbreton](#)
- [Josse](#)
- [Labenne](#)
- [Magescq](#)
- [Messanges](#)
- [Moliets-et-Maâ](#)
- [Orx](#)
- [Saint-Geours-de-Mareme](#)
- [Saint-Jean-de-Marsacq](#)
- [Saint-Martin-de-Hinx](#)
- [Saint-Vincent-de-Tyrosse](#)
- [Sainte-Marie-de-Gosse](#)
- [Saubion](#)
- [Saubrigues](#)
- [Saubusse](#)
- [Seignosse](#)
- [Soorts-Hossegor](#)
- [Soustons](#)
- [Tosse](#)
- [Vieux-Boucau](#)



- **Données cartographiques**

La communauté de commune fournira aux candidats retenus pour la seconde phase de l'appel à projets un accès aux données cartographiques les plus complètes possibles pour permettre aux candidats d'élaborer leurs propositions.

Les données suivantes seront fournies :

- Données « Raster » : Photographies aériennes 2012 et 2009
- Données « Vecteur »
 - o Base de données Alti,
 - o Base de données Carthage,
 - o Base de données Forêt,
 - o Cadastre 2015 des 23 communes (Bâtiments et Parcelles),
 - o Plans Locaux de l'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols des 23 communes,
 - o Equipements « publics »,
 - o Zones d'activités (Communautaires et communales),
 - o Réseaux,
 - o Occupation des Sols 2009,
 - o Occupation des Sols Naturels,
 - o Réseau Ferré,
 - o Schéma Directeur des Liaisons Douces (SDLD),
 - o Données liées à l'environnement et aux risques (la sources de ces données existantes sur les sites de la DREAL Aquitaine, du BRGM, etc. sera transmise aux entreprises retenues pour la phase de dialogue),

2.3 Territoire à énergie positive

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a engagé en septembre 2014 une démarche de transition énergétique vers un territoire à énergie positive sur la base d'un [diagnostic](#). Cette démarche s'est concrétisée par l'élaboration de la [feuille de route TEPOS 2016-2020](#) adoptée à l'unanimité par le conseil communautaire du 17 Décembre 2015.

Le présent appel à projets constitue la mise en œuvre de [l'action n°15](#) de la feuille de route.

Ces deux documents de cadrage sont disponibles en téléchargement sur le site internet de MACS à la [rubrique TEPOS](#).

- **Territoire lauréat de l'appel à projets TEPCV**

MACS a été lauréat de [l'appel à projets lancé par le ministère de l'environnement « Territoires à Energie Positives pour le Croissance Verte »](#). Des financements ont été obtenus et de nouveaux financements pourront être dirigés spécifiquement pour assurer la mise en œuvre de nouveaux développements sur le territoire, notamment par le biais de la Caisse des Dépôts et des Consignation.



- **Charte et réseau national TEPOS**

La communauté de communes adhère au [réseau national des territoires à énergie positive](#) animé par le [CLER, réseau pour la transition énergétique](#). La dynamique du



réseau a permis à la communauté de communes de bénéficier des retours d'expérience de nombreux territoires engagés dans une démarche similaire.

2.5 Investissement citoyen et appropriation sociétale

La réappropriation des moyens de production d'énergies renouvelables par les citoyens au travers notamment des possibilités offertes par les différentes solutions d'investissement et d'épargne citoyenne a été identifiées comme un enjeu fort du projet de la communauté de communes.

Cette dimension fait partie des fondements de la [charte des Territoires à Energie Positif](#) portée par le réseau national des TEPOS² et signée par la communauté de communes.

La communauté de communes a ainsi participé à un programme de recherche action mené par l'association APESA sur les modalités de l'appropriation sociétale sur un territoire engagé dans une démarche TEPOS et le rôle de l'investissement citoyen.

2.6 Les partenariats institutionnels

Un comité de pilotage de la démarche TEPOS de MACS réunit les institutions publiques impliquées dans la transition énergétique et la production d'énergies renouvelables :

- ADEME, DREAL, DDTM,
- Conseil Régional,
- Conseil Départemental,
- SYDEC³

L'ADEME, le Conseil Régional, le Conseil Départemental, le SYDEC ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations et la SEML Enerlandes sont parties prenantes de la commission d'appel à projets créée pour l'occasion (cf article 4.2).

2.7 Les initiatives départementales et régionales

• La SEML Enerlandes

Enerlandes est une société d'économie mixte locale (SEML) qui a pour vocation d'appuyer le développement des énergies renouvelables dans le département des Landes.

Elle a pour but d'investir dans ce domaine, en accompagnant les porteurs de projets, ou en développant elle-même ses propres projets.

Son action est exclusivement ciblée vers les collectivités locales et n'intervient pas dans le domaine privé, sauf à titre de co-actionnaire, sur les énergies autres que solaires.

Enerlandes dispose d'un capital de 2,2 M€, détenu en majorité par le Conseil Départemental (72%), le SYDEC (10%), la Caisse des Dépôts et Consignations (10%), Maisadour (2.4%), le Crédit Agricole (2.4%), la CAFSA (1.4%), et les trois chambres consulaires, toutes trois à 0.5%.

Enerlandes a développé et exploite 11 centrales solaires sur des bâtiments publics situés sur le territoire de MACS et totalisant 1049 kWc installés.

² TEPOS : Territoires à Energie POSitif

³ Syndicat d'équipement des communes des Landes

- **Fonds régional d'investissement dans les énergies renouvelables**

Afin d'accompagner le développement des énergies renouvelables et de contribuer aux objectifs fixés dans le Schéma Régional Climat Air Energie, le Conseil Régional d'Aquitaine a initié en 2015 la création d'un Fonds régional d'investissement dans les projets d'énergies renouvelables.

La stratégie d'investissement du Fonds visera à soutenir le développement de société de projets portant des projets d'énergies renouvelables, toutes filières confondues. Une dotation initiale de 8 millions d'euros est prévue pour ce fonds.

2.7 Les projets existants et en cours de développement sur le territoire

Au 01/01/2014, **6.2 MWc** de solaire photovoltaïque sont raccordés au réseau.

En 2015, une centrale solaire photovoltaïque au sol a été mise en service sur la commune de Magescq. Elle représente une puissance de **13 MWc**.

Un permis de construire a été attribué pour la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de **11 MWc** sur la commune d'Azur.

Enfin, une unité de méthanisation raccordée au réseau de gaz naturel d'une capacité de plus de **450 Nm3/h** est en cours de développement sur la commune de Bénesse-Maremmne.

Tableau de synthèse des principaux projets de production d'énergies renouvelables :

Commune	Energie	Avancement	Développeur	Constructeur
Magescq	Centrale solaire au sol – 13 MW	En exploitation	FRAME SAS (64)	GPJoule (Allemagne)
Azur	Centrale solaire au sol – 10 à 12MW	Permis accordé	Anciennement « 2 nd sky solaire développement »	
Bénesse Maremmne	Méthanisation en injection réseau – 550 Nm3/h (49 GWh/an)	Certificat de projet en cours auprès des services de l'Etat, Terrain en cours de vente par MACS	FONROCHE (47)	FONROCHE (47)

ARTICLE 3 : OBJET DE L'APPEL A PROJETS

L'objet de l'appel à projets est de retenir une entreprise ou un groupement d'entreprises qui s'engage à définir puis mettre en œuvre une stratégie de développement de production

d'énergies renouvelables sur le territoire de MACS au travers d'une gouvernance partenariale et locale.

3.1 Le rôle du porteur de projets

Le porteur de projets a pour rôle :

Dans le cadre de la seconde phase de l'appel à projets (cf article 4.5) :

- De proposer une stratégie de développement de projets de production d'énergies renouvelables sur le territoire de MACS ainsi qu'un modèle de gouvernance participative et un modèle financier permettant d'associer, d'une part, la communauté de commune et, d'autre part, les citoyens et les acteurs associatifs et économiques du territoire.

A l'issue de l'appel à projets :

- De développer les projets d'unités de production,
- De conduire leur réalisation,
- De gérer et exploiter les unités construites,
- De participer au financement des investissements,
- De créer les outils juridiques et financiers participatifs nécessaires au développement, à la construction et à l'exploitation des unités de production,

3.2 Le rôle de la communauté de communes

- **Gouvernance et financement**

La communauté de commune fera pleinement partie de la gouvernance retenue à l'issue du dialogue. Elle s'engage à participer financièrement aux investissements proposés, sous forme de participation au capital.

Les partenaires investisseurs locaux, y compris les citoyens et la communauté de communes pourront bénéficier de rétributions financières.

La gouvernance ainsi que le montant et les modalités de participation financière de la communauté de commune seront actés à l'issue de l'appel à projets.

- **Connaissance du territoire et mobilisation des citoyens et partenaires locaux**

La communauté de communes dispose, de par son statut et ses compétences développées (Urbanisme, Développement économique, Mobilité – transport, Jeunesse, famille et action sociale, Culture et sport, Numérique) d'une connaissance permettant de faciliter la mobilisation des citoyens et partenaires locaux.

3.3 Les types de projets à développer

La communauté de commune n'a pas réalisé à ce jour d'études et de prospections précises relatives au développement d'unités de production d'énergies renouvelables sur

son territoire. Ce travail sera à réaliser par les candidats retenus à participer à la seconde phase de l'appel à projets, dans le cadre de l'élaboration de leur proposition de projets.

Les candidats sont invités à proposer le développement de tous types de production d'énergies renouvelables ou de récupération, et notamment les énergies suivantes :

- Solaire,
- Biomasse,
- Eolien,
- Energies marines et hydrauliques,
- Géothermie,
- Réseaux de chaleur alimentés par des énergies renouvelables ou de la chaleur fatale.

Le diagnostic réalisé par MACS apporte des éléments d'informations sur les gisements. Il est disponible en téléchargement sur le site internet de MACS à la rubrique TEPOS.

Les propositions de projets peuvent être envisagées sur tous types de support et d'emplacement : bâtiments, parkings et autres espaces publics ou privés.

Une attention particulière sera, notamment, donnée à des propositions de développement sur :

- les équipements publics qui incitent, de par leur statut à une participation plus importante des citoyens,
- les zones d'activités économiques,
- la valorisation des sols artificialisés notamment pour la production d'électricité solaire photovoltaïque,
- des équipements qui peuvent être associés à la mobilité dans la perspective du développement des véhicules alimentés par des vecteurs énergétiques alternatifs [électricité ou méthane par exemple].

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE L'APPEL A PROJETS

4.1 Contenu et retrait du dossier de l'appel à projets

Le dossier de l'appel à projets contient :

- Le présent cahier des charges
- Le cadre de réponse de la candidature

• Retrait du dossier

Les documents de l'appel à projets sont à télécharger **gratuitement** via le site internet: <http://www.cc-macs.org> rubrique « En un clic – Marchés publics » ou sur le site web <https://www.marchespublics.landespublic.org>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les porteurs de projets devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargeables gratuitement sur le site web www.landespublic.org à la rubrique « Téléchargement » du menu « Pratique ».

Lors du téléchargement du dossier de l'appel à projets, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente procédure, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Il n'est pas prévu de documents papier.

4.2 La commission d'appel à projets

Par délibération en date du 11 Février 2016, il a été décidé de la création d'une commission d'appel à projets dont les attributions sont :

- Analyser les candidatures,
- Participer aux séances de dialogue avec les porteurs de projets sélectionnés,
- Analyser les propositions de projets.

La composition de la commission d'appel à projets est la suivante:

- Monsieur le Président de MACS,
- Monsieur le vice-président en charges des finances et de la commande publique de MACS,
- Monsieur le vice-président en charge de l'environnement de MACS,
- Monsieur le vice-président en charge du développement économique de MACS,
- Un représentant de l'ADEME Aquitaine, expert dans le domaine de l'énergie,
- Un représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations, expert dans le domaine des montages juridiques et financiers de structures locales de productions d'énergies renouvelables,
- Un représentant du Conseil Régional Aquitaine Limousin Poitou-Charentes,
- Un représentant du Conseil Départemental des Landes,
- Un représentant du SYDEC (Syndicat d'équipement des communes des Landes),

- Monsieur le Directeur général des services de MACS,
- Deux agents représentants la Direction des Services aux Territoires de MACS,
- Un agent représentant la commande publique de MACS.

4.3 Première phase de l'appel à projets : candidatures

4.3.1 Présentation des candidatures

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Le dossier du candidat sera remis dans une enveloppe unique et composé des pièces suivantes :

- Un mémoire [15 pages maximum] comportant une présentation des motivations du candidat, une description de la méthodologie employée pour élaborer sa proposition lors de la seconde phase de l'appel à projets et un budget prévisionnel des moyens déployés pour répondre à la seconde phase de l'appel à projets.
- Le cadre de réponse de la candidature complété et signé

4.3.2 Modifications de détail du dossier de l'appel à projets

La communauté de communes se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au dossier de l'appel à projets. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3.3 Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est fixé à 90 jours (quatre-vingt-dix jours) à compter de la date limite de réception des candidatures.

4.3.4 Questions/réponses

Les candidats ont jusqu'au **Jeudi 10 Mars 2016 à 16h** pour transmettre les éventuelles questions relatives à l'appel à projets.

Les questions seront transmises sur la plateforme⁴.

Toutes les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats au plus tard le **24 Mars 2016** via la plateforme².

4.3.5 Modalités de remise des candidatures

- **Transmission par voie postale**

Les plis seront transmis ou remis à l'adresse suivante :

⁴ <https://marchespublics.landespublic.org>

Monsieur le Président de la Communauté de Communes MACS

Adresse : allée des Camélias BP 44 - 40231 Saint-Vincent-de-Tyrosse cedex

**« APPEL A PROJETS - DEVELOPPEMENT ET GESTION DE PRODUCTION D'ENERGIES
RENOUVELABLES SELON UN MODELE PARTICIPATIF » « NE PAS OUVRIR »**

Ce pli devra être remis ou envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures soit le **07 AVRIL 2016 à 16 h** à l'adresse suivante :

Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud
Allée des Camélias - BP 44
40231 Saint-Vincent-de-Tyrosse Cedex

Le pli précité doit contenir une unique enveloppe également cachetée et portant le nom du porteur de projets. Le contenu de l'enveloppe est défini à l'article 4.3.1 du présent cahier des charges.

- **Transmission électronique**

- **Retrait et dépôt électronique des plis**

Les candidats ont la possibilité, tel qu'indiqué dans l'avis d'appel à projets de déposer leur candidature en ligne par voie électronique à l'adresse suivante :
<https://marchespublics.landespublic.org>

Le retrait des documents électroniques n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement sa candidature. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

- **Signature obligatoire des documents**

Chaque document doit être signé électroniquement (une signature scannée ne constitue pas une signature électronique). Le candidat devra pour répondre par voie dématérialisée acquérir une signature électronique.

Le certificat de signature contracté par le candidat doit présenter les caractéristiques suivantes :

- Le ou les formats de signatures électroniques acceptés sont : XAdES, CAdES ou PAdES (...)
- Le niveau de signature exigé par le pouvoir adjudicateur est le niveau 2 de la politique de référencement intersectoriel de sécurité (PRIS V1)
- Être référencé par un tiers de confiance agréé pour les procédures de marchés publics à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>
- Ne pas avoir été révoqué à la date de signature du document
- Ne pas être arrivé à expiration à la date de signature du document
- Doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société

La communauté de communes attire l'attention des candidats, qui ne disposant pas d'une signature électronique projettent d'en acquérir une, sur le délai administratif requis par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature. Il leur est recommandé d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des candidatures.

- **Horodatage**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite sont considérés comme hors délai.

- **Copie de sauvegarde**

Les candidats ont la faculté de faire parvenir une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur papier. Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

4.3.6 Sélection des candidats

La commission d'appel à projets, analysera les candidatures en fonction des critères mentionnés ci après :

Critères :

- Capacité financière [**40 %**]
- Compétences et moyens [**30 %**]
- Motivation et méthodologie [**30 %**]

Le critère «Capacité financière » (sur 40 points) sera apprécié au vu de l'ensemble des éléments financiers communiqués dans le cadre de réponse de la candidature et notamment les ratios d'endettement et d'autofinancement

Le critère « Compétences et moyens» (sur 30 points) sera apprécié au vu des éléments présentés dans le cadre de réponse et notamment la qualité des compétences et moyens, nécessaires à l'élaboration d'une stratégie de développement des énergies renouvelables en adéquation avec les potentialités du territoire, la création et la gestion d'une gouvernance locale et d'un financement participatif associant la communauté de communes, les citoyens et les acteurs locaux.

Le critère « Motivation et méthodologie» (sur 30 points) sera apprécié au regard du mémoire présenté par le candidat.

A l'issue de l'examen des candidatures, le Président de la communauté de communes établira la liste des 3 candidats invités à participer à la seconde phase de l'appel à projets. Si le nombre d'opérateurs ayant candidaté est inférieur à trois, la procédure pourra, cependant, suivre son cours.

Les candidats retenus et les candidats éliminés en seront informés par écrit.

4.4 Défraiement des porteurs de projets retenus à la seconde phase

Un défraiement à hauteur de 10 000 € TTC maximum pourra être versé aux trois porteurs de projets admis à la seconde phase de dialogue de l'appel à projets.

4.5 Seconde phase de l'appel à projets : élaboration des propositions et dialogue

4.5.1 Déroulement de la seconde phase

La seconde phase de l'appel à projets sera organisée sous la forme d'un dialogue à 2 tours avec les 3 candidats sélectionnés.

Cette phase se déroulera de la manière suivante :

- Les candidats retenus feront une proposition initiale de projets sur la base du présent cahier des charges. Cette proposition initiale servira de base au 1^{er} tour du dialogue qui se déroulera sous la forme d'une réunion au siège de la Communauté de communes avec chacun des candidats et la commission de l'appel à projets.
- De là, des améliorations, des modifications ou des compléments pourront être apportés à la proposition de projets. Un 2nd tour sera alors organisé dans les mêmes formes que le 1^{er}.
- Dès lors qu'il est estimé que la discussion est terminée, tous les candidats en sont informés et sont amenés à remettre leur proposition finale de projets.

Les réunions se dérouleront au siège de la Communauté de communes MACS à Saint-Vincent-de-Tyrosse (40230) et seront d'une durée identique pour chacun des candidats.

4.5.2 Questions/réponses

Les candidats ont jusqu'au **Jeudi 30 Juin 2016 à 16h** pour transmettre les éventuelles questions relatives à l'élaboration de leur proposition initiale de projets.

Les questions seront transmises sur la plateforme⁵.

Toutes les réponses seront communiquées à l'ensemble des candidats au plus tard le **Mercredi 13 Juillet 2016** via la plateforme².

4.5.3 Présentation des propositions de projets

Les documents suivants seront à remettre à chaque étape de la seconde phase de l'appel à projets.

- **Mémoire de présentation de la proposition de projets** qui comprendra les parties suivantes [description non exhaustive] :
 - **Technique**
 - Stratégie de développement des équipements de production d'énergies renouvelables ainsi que l'adéquation avec les potentialités du territoire et les capacités d'entraînement auprès des acteurs locaux, les impacts environnementaux, l'acceptabilité sociale et l'adaptation au contexte réglementaire.
 - Description des projets proposés et quantité(s) d'énergies renouvelables produite,
 - Description des moyens déployés pour développer, concevoir, réaliser et exploiter les équipements projetés.
 - Calendrier de mise en œuvre,
 - **Economique et Financier,**
 - Business plan prévisionnel global et par projet,
 - Description des modalités de financement (montant des fonds propres, répartition du capital, méthode de montage financier),

⁵ <https://marchespublics.landespublic.org>

- Modalités de mobilisation de l'investissement citoyen et des acteurs associatifs et économiques du territoire,
 - **Gestion et gouvernance,**
- Le mémoire présentera les modalités de gestion et de gouvernance proposés. Le candidat joindra en annexe les projets de documents fondateurs de la gouvernance, notamment : le pacte d'actionnariat et les statuts.

4.5.4 Modalités de remise des propositions de projet

Les modalités de remise des propositions de projets seront indiquées aux candidats retenus au début de chaque étape de la seconde phase de l'appel à projets.

4.5.5 Sélection des propositions de projets

La commission d'appel à projets analysera les propositions de projets par rapport aux critères suivants :

- **Performance technique (40%) :**

La performance technique sera évaluée au regard de l'ensemble des informations communiquées dans le mémoire de la proposition finale de projets du candidat et notamment.

- La pertinence de la proposition au regard des caractéristiques du territoire,
- La quantité d'énergies renouvelables produite,
- La capacité d'entraînement que peut générer la présence des installations auprès des acteurs du territoire.
- La qualité des moyens déployés et de la méthodologie de développement,
- La pertinence du calendrier de mise en œuvre,

- **Performance économique et financière (35%)**

La performance économique et financière sera évaluée au regard de l'ensemble des éléments économiques et financiers communiqués dans le mémoire de la proposition finale de projets du candidat et notamment

- le taux de rentabilité interne des projets et du capital investi,
- les modalités de mobilisation de l'investissement citoyen et des acteurs du territoire,

- **Performance du modèle de gestion et de gouvernance (25%)**

La performance du modèle de gestion et de gouvernance sera évaluée au regard des modalités proposées par le candidat et détaillées dans le mémoire de la proposition finale de projets du candidat.

Les propositions finales de projets seront classées en fonction des résultats obtenus et le conseil communautaire de MACS retiendra la proposition de projets ayant obtenu la meilleure note **tous critères confondus**.

Les porteurs de projets non retenus seront avisés par écrit du rejet de leur proposition de projets.

ARTICLE 5 : INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

Tribunal Administratif de Pau
Villa Noulibois – 50 Cours Lyautey
BP 543
64010 Pau Cédex

Tél. : 05.59.84.94.40
Télécopieur : 05.59.02.49.93
Courriel : greffe.ta-pau@juradm.fr

ARTICLE 6 : PUBLICATION DE L'AVIS D'APPEL A PROJETS

Cet avis transmis à la publication fait l'objet d'une parution sur le site de MACS www.cc-macs.org, sur l'extranet départemental à l'adresse suivante : <https://marchespublics.landespublic.org/> et sur la newsletter de Enerzine.com ainsi que la newsletter du journal des Energies Renouvelables.